



### Les sciences sociales en question : grandes controverses épistémologiques et méthodologiques

Compte rendu de la 31<sup>e</sup> séance<sup>1</sup>

#### La recherche de terrain en zone de guerre : le cas de la Syrie

3 octobre 2016

Samy Cohen introduit la séance en soulignant les enjeux méthodologiques propres à l'enquête en situation de guerre, que cette recherche de terrain en Syrie illustre bien. Comment accéder aux sources ? Quelle est la fiabilité des témoignages ? Que faire face aux problèmes de sécurité qui se posent aux chercheurs comme aux acteurs du terrain ? Et dans les cas de conflits violents, comment garder ses distances, et faire preuve d'impartialité et de neutralité ?

Pour aborder ces questions, Adam Baczko et Gilles Dorronsoro reviennent sur l'enquête qu'ils ont réalisée avec Arthur Quesnay en zone insurgée syrienne, et qui a donné lieu à la publication de l'ouvrage *Syrie : anatomie d'une guerre civile* (Paris, CNRS Éditions, 2016). Adam Baczko, doctorant au Centre d'études sociologiques et politiques Raymond Aron de l'EHESS, travaille sur l'exercice de la justice en situation insurgée en Afghanistan. Gilles Dorronsoro, professeur des universités associé au Centre européen de sociologie et de science politique de l'Université Paris 1, a mené des recherches en Afghanistan et dans les régions kurdes d'Irak et de Turquie.

#### **Adam Baczko**

Adam Baczko présente leur travail d'enquête et son inscription dans le champ scientifique particulier qu'est la sociologie des conflits et de la guerre civile. Il précise que ni Gilles Dorronsoro ni Arthur Quesnay ni lui n'enquêtaient sur la Syrie avant la guerre : c'est en tant que sociologues d'autres guerres civiles (en Afghanistan, en Irak, en Libye, au Congo ou encore dans le cas des Kurdes) qu'ils se sont intéressés au conflit syrien. Ils ont décidé d'effectuer une première enquête collective au cours de l'hiver 2012-2013, puis un second terrain à l'été 2013. La préparation de ces enquêtes s'est faite en deux étapes.

Tout d'abord, les trois chercheurs ont réfléchi, à partir de leurs intérêts de recherche respectifs, aux questions qu'ils souhaitaient explorer collectivement. Les discussions collectives et les échanges qu'ils ont eus en France avec des chercheurs et des

---

<sup>1</sup> Ce compte rendu a été établi par Doris Buu Sao et validé par les intervenants.

journalistes revenant de Syrie leur ont permis de définir leur problématique : l'absence de territorialisation des groupes armés syriens. Ensuite, guidés par cette question de recherche, ils ont choisi la zone insurgée du nord de la Syrie, où se situe la ville d'Alep, pour réaliser leur enquête. Plutôt que d'établir préalablement un calendrier précis, démarche peu opérante en situation de guerre, ils ont décidé d'organiser leur terrain sur la base de premiers contacts en France, mais ceux-ci ont été finalement moins décisifs que ceux noués sur place.

En 2012, leur arrivée en Syrie, par la frontière turque, s'est déroulée sans difficulté majeure. Dans un premier temps, ils se sont installés dans des zones calmes, près de la frontière, pour multiplier les entretiens et les prises de contacts. Ils ont travaillé selon le principe classique de l'arborescence. Les déplacements étant alors relativement libres, le passage d'un réseau à l'autre n'était pas difficile. Ils se sont présentés comme des chercheurs de La Sorbonne travaillant sur la société civile en Syrie. Leur statut et leurs attentes ont été bien compris par leurs interlocuteurs, pour la plupart de jeunes militants, souvent passés par l'université, qui se sont débrouillés pour leur présenter les personnes susceptibles de les intéresser. À ce stade, l'enjeu était donc surtout d'arriver à avoir une idée précise de la situation locale en faisant le tri des informations parfois déformées qu'ils obtenaient de leurs divers contacts.

À partir du printemps 2013, l'évolution de la guerre civile a eu des effets sur la dynamique d'enquête. En 2012, la parole était relativement libre, mais avec l'implantation de l'État islamique en Syrie, leurs interlocuteurs avaient souvent peur de parler du mouvement jihadiste. Les conditions de sécurité ont également changé d'une enquête à l'autre. Lors du premier terrain, les bombardements constituaient le risque principal, mais les déplacements étaient aisés. En 2013, le risque d'enlèvement est devenu systématique et les trois chercheurs ont dû quitter prématurément la Syrie.

Concernant le recueil des données, ils ont non seulement récupéré des tracts et des affiches, mais aussi conduit 250 entretiens (semi-directifs ou libres) auxquels se sont ajoutées de très nombreuses conversations informelles. Observations, entretiens et conversations les ont aidés à reconstruire les faits et à vérifier leurs hypothèses.

Concrètement, certains choix ont été opérés : loger chez les habitants ou dans les mairies, pour ne pas être assimilés aux journalistes ; ne pas payer les enquêtés, afin d'attirer des interlocuteurs dont la principale motivation serait le témoignage ou le militantisme.

Lorsqu'ils ont poursuivi leur terrain en Turquie, les chercheurs ont constaté combien le lieu d'où ils enquêtaient sur la guerre civile pouvait orienter les résultats de leur recherche. En Syrie, ils avaient obtenu des réponses précises et fiables à leurs questions sur les institutions, mais c'est en Turquie qu'il leur a été possible d'aborder des sujets aussi sensibles que l'État islamique, les réfugiés ou le rôle des partis politiques.

La dynamique collective de l'enquête a été décisive : elle permettait notamment de gérer la fatigue et de se répartir les rôles en entretien (prise de notes, questions,

observateur distancié). Elle a toutefois, aussi, posé des problèmes lors du retour en France : Gilles Dorronsoro étant le directeur de thèse de Adam Baczko et Arthur Quesnay, il était délicat voire impossible de maintenir l'horizontalité qui avait caractérisé leurs échanges sur le terrain.

Autre difficulté, la question de la langue. Seul Arthur Quesnay parlait l'arabe, les deux autres chercheurs ont donc dû avoir recours à des traducteurs, ce qui a donné lieu à des configurations d'enquête et des répartitions des rôles variables. En règle générale, le champ scientifique au Moyen-Orient est souvent conditionné par la maîtrise de la langue. Les trois chercheurs ont précisé par ailleurs que leur travail n'était qu'une première étape, une base de discussion dont l'objectif était de contribuer à la construction d'un cadre théorique dans la perspective d'une analyse comparée des guerres civiles.

### **Gilles Dorronsoro**

Gilles Dorronsoro explique qu'il y a deux façons de poser la question de la neutralité. La première consiste à s'interroger sur les effets de la présence des chercheurs sur les pratiques et les discours des acteurs. Deux stratégies sont possibles : se faire oublier, mais cela demande une très grande familiarité et une longue immersion, ou bien jouer de son de sa position d'étranger pour susciter des réactions. Les trois chercheurs ont surtout utilisé la seconde stratégie. Ils ont pu ainsi observer combien leur présence déclenchait, en entretien, des conversations collectives au cours desquelles, parfois, les personnes interrogées se contredisaient, ce qui permettait de voir émerger des rapports de pouvoir. Par exemple, le fait qu'ils aient été reçus différemment par les femmes et par les hommes appartenant à des groupes d'étudiants leur a permis d'analyser les rapports de genre entre militants. Il est aussi arrivé qu'ils aient recours à la première stratégie, lorsque des situations se déroulaient en parallèle des entretiens. Par exemple, alors qu'ils interviewaient le chef d'un groupe armé qui se chargeait du maintien de l'ordre dans un quartier d'Alep, ils ont pu observer discrètement son second qui interrogeait de manière violente un adolescent accusé de vol.

La seconde façon de poser la question de la neutralité est de renvoyer à l'impartialité. Il s'agit d'une contrainte récurrente dans les zones de conflit où naît forcément de l'empathie pour les victimes de la violence armée. Certes, le chercheur est concerné par cette notion d'engagement moral en situation d'extrême violence, mais dans le champ des études syriennes celle-ci est traitée de manière très contradictoire. Certains chercheurs font le choix de la neutralité et refusent tout engagement ; d'autres, et Gilles Dorronsoro précise que c'est son cas ainsi que celui de Adam Baczko et de Arthur Quesnay, préfèrent assumer une certaine forme d'engagement qui passe par l'intervention publique (auprès des ministères, dans des rapports écrits, dans des éditoriaux...).

La situation de guerre suppose également un travail sur les émotions, les chercheurs étant souvent confrontés à des récits bouleversants. Leur travail est passé par

l'échange avec des chercheurs et des journalistes qui connaissaient le terrain, mais au moment de l'écriture ils ont écarté beaucoup de passages de leurs entretiens marqués par le registre émotionnel. Gilles Dorronsoro considère toutefois qu'« avant de penser à se distancier, il faut d'abord s'engager ». L'engagement suscite le désir et la curiosité, un moteur essentiel pour être vraiment présent sur le terrain ; le travail de distanciation vient ensuite.

Gilles Dorronsoro aborde ensuite la question du rapport à la littérature scientifique. En situation de guerre, il est particulièrement important d'être bien préparé théoriquement. Il est en effet très compliqué d'effectuer des va-et-vient entre la théorie et le terrain, les événements s'enchaînent avec une grande rapidité et « l'élaboration théorique se fait sur le terrain ». Par exemple, c'est leur maîtrise de la sociologie des crises de Michel Dobry et de l'analyse bourdieusienne en termes de « champs » et de « capitaux » qui leur a permis de travailler ces outils conceptuels pendant le terrain<sup>2</sup>. Il est donc indispensable, dans ces situations d'enquête particulièrement complexes, d'avoir beaucoup lu, tant sur le terrain où se déroule la recherche que sur les cadres d'analyse pertinents.

## Questions

Samy Cohen ouvre la discussion en soulevant le problème de la langue. Il a noté que deux des chercheurs ne parlaient pas l'arabe et utilisaient donc les services d'un traducteur. Or, dans ces cas-là, la question qui se pose aux chercheurs est celle de la fiabilité du traducteur. Dans quelle mesure celui-ci présente-t-il fidèlement les questions et les réponses ? Des relations avec l'enquêté ne se créent-elles pas qui échappent aux chercheurs ?

Les problèmes de sécurité et les risques d'enlèvement ont été également évoqués. Comment les trois chercheurs y ont-ils concrètement fait face ?

De même, pourraient-ils donner des exemples précis concernant la différence des questions traitées en fonction du lieu de l'enquête ?

Enfin, Samy Cohen souligne l'intérêt et la pertinence des remarques sur l'engagement qui nourrit le désir d'enquêter sur le terrain. Cet engagement n'est-il pas à double tranchant ? Certes, il repose sur l'empathie éprouvée pour le sujet, mais il peut aussi nous conduire à prendre parti pour l'un des acteurs du conflit.

## Réponses

Adam Baczko reconnaît que le problème de la langue est une question cruciale. Il évoque une scène observée au tribunal d'Alep, où suivre l'activité des juges en formation permettait de saisir la justice en train de se faire. Or le traducteur ne

---

<sup>2</sup> Adam Baczko, Gilles Dorronsoro, Arthur Quesnay, « Mobilisations par délibérations et crises polarisantes : les protestations pacifiques en Syrie (2011) », *Revue française de science politique*, 63 (5), 2016, p. 815-839 ; Adam Baczko, Gilles Dorronsoro, Arthur Quesnay, « Le capital social révolutionnaire. L'exemple de la Syrie entre 2011 et 2014 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 211-212, 2016, p. 24-35.

comprenait pas les concepts juridiques et traduisait mal ; ils ont donc perdu beaucoup d'informations. Ils ont été également confrontés à ce problème lors d'entretiens conduits en zone kurde avec un traducteur lié au PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). Un jeu de dupes s'est alors mis en place dans lequel chacun était conscient des attentes de l'autre mais s'en tenait à sa position, ce qui a grandement contraint l'échange. Le recours au traducteur, fréquent en sciences sociales, n'est malheureusement pas suffisamment discuté dans la communauté scientifique.

Gilles Dorronsoro ajoute que le problème n'est pas le même si l'on dépend d'un informateur fidèle, comme c'est généralement le cas pour les anthropologues, ou si l'on change en permanence de traducteur, ce qui a été leur cas. Le résultat était finalement très variable d'une traduction à l'autre, mais Arthur Quesnay pouvait souvent contrôler la fiabilité des traductions. Au demeurant, le problème de la langue se pose différemment selon l'usage que l'on fait des entretiens. Ceux-ci ont été essentiellement utilisés pour avoir des renseignements factuels, pour la description d'actions. Et les deux chercheurs se sont efforcés de contrôler les biais possibles.

En situation de guerre, il faut savoir assumer la prise de risque tout en s'efforçant de la limiter. Les trois chercheurs sont allés sur le front uniquement quand cela était vraiment nécessaire pour vérifier une information. À partir de l'été 2013, les routes de sortie d'Alep vers la Turquie étaient contrôlées. Ils ont alors pris la décision de partir et se sont mis en quête de contacts qui pouvaient les exfiltrer. Dans la mesure du possible, ils ont veillé à prendre toutes les précautions nécessaires.

Adam Baczeko ajoute que la position d'enquêteur permet d'avoir une connaissance, même partielle, de l'évolution des conditions de sécurité. Ainsi, à partir de l'été 2013, les trois chercheurs ont pu observer comment la pratique des enlèvements commençait à se généraliser, et ce sont certains enquêtés en qui ils avaient confiance qui leur ont fait comprendre que la situation changeait, que les règles n'étaient plus les mêmes, et qui les ont aidés à quitter la Syrie.

Pour ce qui est de l'influence des sites d'enquête sur les questions abordées en entretiens, Adam Baczeko précise que le fait d'être, entre janvier et août 2013, à l'intérieur de la zone insurgée a permis d'observer le processus de reconstruction en cours des institutions, par exemple en matière de gestion, à Alep, des déchets urbains et des problèmes sanitaires qui en découlaient. À l'extérieur de la zone insurgée, l'existence et l'efficacité des institutions civiles étaient niées : les enquêtés élaboraient leurs récits sur la base d'une expérience datée, et les membres de réseaux militants liés à des ONG ou à l'Union européenne avaient un discours préconstitué dans leur rapport à ces institutions. Cette forte dichotomie entre les discours tenus à l'intérieur et ceux tenus à l'extérieur de la zone insurgée portait également sur l'État islamique : à l'intérieur, les enquêtés déclaraient d'emblée, dans les entretiens, qu'ils ne voulaient pas en parler. À l'extérieur en revanche, la parole était extrêmement libre sur ce sujet, et les trois chercheurs ont obtenu des

descriptions très fines de l'action de l'État islamique, de la part de gens qui venaient de le fuir.

Gilles Dorronsoro revient sur la question de l'engagement : la ligne à ne pas franchir est celle de l'autocensure. Souvent, les chercheurs qui travaillent sur la question kurde « oublient » de préciser que le PKK s'est allié avec Bachar el-Assad en 2011, et s'est notamment chargé, pour lui, de la répression des manifestations dans les zones kurdes. D'autres ont tendance à minorer la montée d'un islamisme dur dans le nord de la Syrie. Concernant des faits aussi graves, l'autocensure est particulièrement problématique. Pourtant, elle est nécessaire pour continuer à circuler entre les réseaux car elle permet d'éviter que certaines portes se ferment. En général, les chercheurs se sentent solidaires de la population civile, mais pas du tout des partis politiques. Cependant, il faut savoir ménager ses accès au terrain et pour cela contrôler un tant soit peu le contenu de ses publications.

### **Discussion avec le public**

*Une première série de questions porte sur le statut du chercheur sur le terrain (facilité à circuler entre les réseaux, effets de l'intégration d'anthropologues à l'armée américaine, intérêts des enquêtés), sur la gamme des expressions qui existe entre le dit et le non-dit sur les questions gênantes, ainsi que sur le rapport aux différentes ONG présentes sur le terrain.*

Gilles Dorronsoro explique que la facilité du chercheur à se déplacer entre les réseaux est due aux spécificités du contexte d'enquête (par exemple, une forte fragmentation territoriale limitant l'information qui circulait entre les groupes). Elle est aussi liée au fait que le chercheur est perçu comme pouvant aider à forger une meilleure image du mouvement. Ses interlocuteurs sont d'ailleurs souvent déçus qu'il ne soit pas équipé d'une caméra... ou même pas d'un magnétophone ! Ici la difficulté résidait surtout dans le fait qu'ils pouvaient être associés à la politique étrangère occidentale, ils n'ont donc pas hésité à se montrer critiques à son égard.

Adam Baczko ajoute que la facilité à circuler entre les réseaux est une spécificité des situations de guerre civile, la difficulté à circuler se posant surtout en régime autoritaire. Le risque de se faire instrumentalisés par des « informateurs privilégiés » a été minimisé par le fait qu'ils n'étaient pas considérés comme des chercheurs prestigieux. Il est arrivé une fois qu'ils soient pris dans un conflit entre institutions. Ils se sont alors réparti la tâche, chacun est allé enquêter dans une institution et le croisement des récits recueillis s'est révélé particulièrement riche.

Gilles Dorronsoro revient sur les liens du PKK avec Bachar el-Assad et précise que l'alliance est plus ou moins claire selon les contextes. Sur la question des ONG, ils ont pu observer la reconstitution d'un grand marché humanitaire, avec des situations classiques telles que manque de coordination du travail, refus de coopération avec les institutions, cas de collusion d'ONG avec des acteurs engagés dans des pratiques clientélistes, ou encore instrumentalisation par le pouvoir, en l'occurrence

Bachar el-Assad... Au-delà du caractère dysfonctionnel de ce marché, il était surtout intéressant d'analyser comment les Syriens s'y connectent, la fragmentation sociale et politique qu'il produit, ou encore les nouveaux circuits financiers qui se mettent en place.

Adam Baczko précise qu'eux-mêmes sont très peu passés par les réseaux d'ONG car ceux-ci sont particulièrement fermés en Syrie. À l'exception de Médecins sans frontières, les ONG ne leur ont pas apporté de soutien et ne les ont pas non plus sollicités au sujet des résultats de leur recherche.

*Samy Cohen invite les intervenants à revenir sur deux aspects de leur méthode : ils ont mentionné qu'ils n'avaient pas de caméra, mais ont-ils fait usage d'un magnétophone ? Par ailleurs, comment se sont-ils réparti le travail d'entretien ?*

Gilles Dorronsoro explique qu'il était hors de question, pour des raisons de sécurité, d'enregistrer les entretiens. Par ailleurs, ceux-ci ont toujours conduits à plusieurs. Le premier n'a pas été réussi parce que chacun d'eux voulait poser des questions. Ils ont donc ensuite décidé de se répartir les rôles en fonction de leurs compétences et de leur statut (formulation des questions, prise de notes minutieuse, capacité à interagir avec les autorités, avec les militants...). La réalisation collective de l'entretien leur a permis de faire face aux moments d'épuisement et de confronter leurs notes et leurs interprétations pour éviter les erreurs d'interprétation.

Adam Baczko ajoute que l'entretien collectif aurait été contre-indiqué dans le cadre d'une démarche ethnographique, démarche qui n'était pas la leur puisqu'ils se concentraient sur la reconstruction de trajectoires sociales et sur la compréhension des institutions. L'entretien collectif accroît la distance entre les enquêteurs et l'enquêté et les trois chercheurs sont bien conscients qu'à ce titre il implique une perte en termes de rapports humains. Il présente cependant toute une série d'avantages décisifs : il permet une répartition des rôles, une correction mutuelle, une complémentarité des qualités et des défauts de chacun (prise de distance et synthèse de l'un, rapport humain et proximité aux enquêtés de l'autre, technicité et sens du détail du troisième).

*Une dernière série de questions porte sur la façon dont les chercheurs ont été perçus et reçus (sur le terrain comme à leur retour en France), sur les rapports de genre, sur les ambivalences de l'engagement dès lors qu'il existe des lignes de clivage au sein de la société civile, sur le risque que les chercheurs peuvent faire courir aux enquêtés, sur la périodisation du terrain en situation de guerre (choix d'un temps court ou long).*

Au sujet de la nationalité du chercheur, Gilles Dorronsoro explique qu'être français ne leur a pas posé de problème, l'évocation de la colonisation ayant été rare.

Comme après ses retours d'Afghanistan, ils ont été peu sollicités par le gouvernement français : les chercheurs ne sont pas très influents sur ces questions. Adam Baczko explique qu'ils ont conservé très peu de liens avec les enquêtés : d'un terrain à l'autre, le contexte n'était plus le même, beaucoup n'étaient plus là, d'autres changeaient d'attitude par rapport aux chercheurs et se fermaient... Le départ précipité de l'été 2013 a lui aussi été un obstacle majeur au maintien des liens avec les enquêtés.

Gilles Dorronsoro aborde la question des rapports de genre et constate qu'ils ont vu finalement assez peu de femmes. Quand c'étaient des militantes, ils n'avaient pas de difficulté à interagir avec elles ; dans les familles syriennes, ils s'efforçaient de comprendre et de respecter les règles. L'idéal aurait été d'avoir une femme dans l'équipe d'enquêteurs. C'est la limite au fait d'être trois hommes, ce qui est d'ailleurs explicité dans l'ouvrage. Concernant la question de l'engagement et des clivages au sein de la population, il importe, pour mieux comprendre le régime, d'analyser comment se sont constitués les soutiens sociaux dont bénéficie Bachar al-Assad (communautarisation, clientélisme, violence ciblée). Il faut donc historiciser les processus étudiés pour rappeler par exemple qu'en 2011 il n'était pas question de projet politique islamiste.

Adam Baczko explique que le statut du chercheur évolue également au fil du temps. En Afghanistan par exemple, il y a eu un changement important entre les années 1990 et 2000, en raison de l'intervention occidentale qui a fait suite aux attentats du 11 septembre 2001. Il y a parfois des confusions (de statut), comme en Afghanistan, encore, où l'armée américaine a recruté des anthropologues. De plus, le statut de « maître de conférences » ou de « directeur de recherche » n'est pas mondialement connu. En Syrie, les enquêtés se sont surtout engagés dans l'interaction pour des raisons stratégiques ou affinitaires, et ils associaient bien plus souvent les chercheurs à des journalistes qu'à des espions.

Gilles Dorronsoro raconte qu'une fois, en Afghanistan, des personnes l'ont pris pour un espion, mais, au lieu de se méfier de lui, elles lui ont confié des choses très intéressantes, en s'appliquant à détailler et à argumenter leur récit : elles considéraient qu'il était important qu'il ait des informations justes. Finalement, tout dépend du camp auquel on est supposé appartenir en tant qu'« espion ».

Adam Baczko revient sur la question de la prise de risque pour les enquêtés. Beaucoup de leurs informateurs étaient des jeunes, politisés en 2011, souvent venus des institutions civiles, et tenant le rôle d'intermédiaire entre des groupes armés et la population civile. Il s'agissait donc de personnes au profil relativement consensuel, qui avaient été au cœur du processus révolutionnaire de 2011, puis au cœur de la mise en place des institutions. Elles étaient déjà identifiées comme des adversaires par le régime, et leur relation avec les chercheurs ne les mettaient pas davantage en danger.

Gilles Dorronsoro évoque l'« enthousiasme excessif » de certains informateurs qui leur ont demandé d'être cités dans l'ouvrage, ce qu'ils n'ont pas fait. Certes, en

général, le fait d'être vu en train de parler avec trois chercheurs français représente un risque pour les enquêtés, mais cela n'est pas spécifique aux chercheurs (les ONG, elles aussi, font courir ce risque). Toujours est-il que le risque est moins important en contexte de guerre civile qu'en situation autoritaire.